

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 50

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2623 - Prix : 1€

Quand le PCR ambitionne d'être la meilleure béquille des capitalistes réunionnais

Page 7

Prix des carburants : réagir sur un terrain de classe

Page 4

Commémoration du 11 novembre : une mascarade organisée par Macron

Page 6

Handicap : le bla-bla du gouvernement

Page 9

États-Unis

Après les élections de mi-mandat

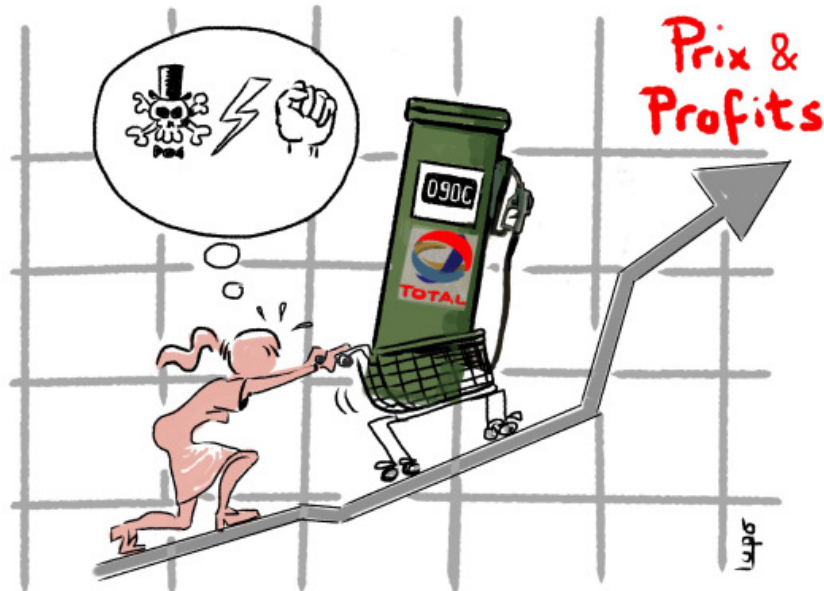
Les résultats du Working Class Party

Page 11

Nouvelle-Calédonie

Après le référendum

Page 12



Il faut imposer l'augmentation des salaires !

Les prix augmentent, le pouvoir d'achat diminue... Il faut augmenter les salaires et les indexer sur le coût de la vie !

Macron voulait, disait-il, aller à la rencontre de la population. Il a été servi ! Tout au long de ses déplacements dans le Nord et l'Est de la France la semaine dernière, il a été pris à partie par des retraités et des travailleurs en colère qui lui reprochaient la hausse de la CSG et des taxes sur les carburants. Malgré tout ce qu'il peut dire concernant une prétendue augmentation du pouvoir d'achat, les travailleurs savent compter et voient bien qu'ils ont de plus en plus de mal à finir le mois !

Face au mécontentement, Macron a été obligé de faire quelques annonces comme celle de la généralisation d'une aide au transport. Mais, limitée à 20 euros par mois et réservée aux salariés dont le lieu de travail se situe à plus de 30 km de leur domicile, elle n'aidera pas beaucoup le peu de travailleurs qui pourraient y prétendre ! Et pas question que le gouvernement consacre un centime à cette aide qui serait laissée à la charge des régions.

Macron a aussi promis de baisser « drastiquement » le coût du permis de conduire et d'instaurer une aide à l'acquisition du premier véhicule. Mais il s'est bien gardé de préciser comment ces mesures seraient financées. Sous Macron aujourd'hui, comme sous ses prédécesseurs, la politique de l'État consiste à faire des milliards d'économies aux dépens des services publics et à imposer des sacrifices à la population afin de pouvoir arroser de subventions et de cadeaux fiscaux le grand patronat et une minorité de bourgeois.

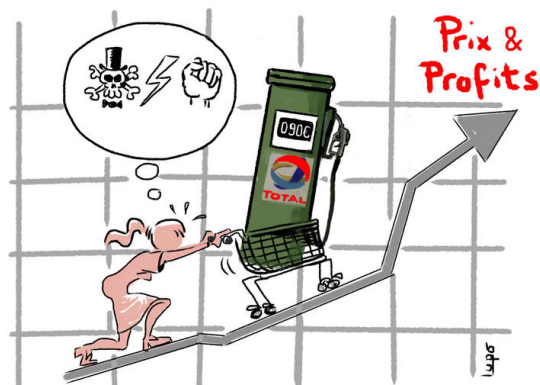
Si les mesures annoncées voient le jour, ce qui n'est même pas dit, elles seront dans la droite ligne de toutes celles que le gouvernement ne cesse de prendre pour faire illu-

sion vis-à-vis de la population, comme le « reste à charge zéro » sur les soins dentaires et l'optique, qui va se traduire par une augmentation des mutuelles. Comme il se refuse à prendre sur les profits et les fortunes des plus riches pour les financer, au bout du compte, d'une façon ou d'une autre, ce sont les travailleurs qui paieront la note.

Pour tenter de désamorcer la contestation, le gouvernement peut aussi faire des gestes en direction des catégories sociales qui ont fait entendre leur voix, comme les patrons routiers, les entreprises du BTP, les artisans taxis et, dernièrement, les ambulanciers. Ces patrons de différents secteurs défendent leurs intérêts en refusant de faire les frais de la politique menée par le gouvernement au profit exclusif des capitalistes les plus puissants qui dominent l'économie.

Eh bien, il est indispensable que les travailleurs se mobilisent en défendant eux aussi leurs intérêts et les revendications qui leur sont propres ! Personne ne le fera à leur place ! S'ils ne le font pas, c'est à eux que le gouvernement fera payer les concessions qu'il pourrait être amené à faire aux autres catégories sociales.

Le monde du travail a mille raisons de se mobiliser pour son propre compte. Si les régions parcourues par Macron sont sinistrées aujourd'hui, ce n'est pas la Première Guerre mondiale qui en est la cause mais la guerre que la classe capitaliste mène sans répit aux travailleurs. Cette guerre pour les profits, rendue encore plus féroce par l'aggravation de la crise, se mène à coups de licenciements,



de précarisation des emplois et d'aggravation de l'exploitation.

Actuellement, la contestation s'exprime en particulier, et à juste titre, contre la hausse des carburants. Mais, en fait, tout augmente : le fioul, le gaz, l'électricité, les loyers... Il est indispensable que les travailleurs se mobilisent en mettant en avant leurs exigences, à commencer par l'augmentation des salaires, des retraites et des allocations et leur alignement automatique sur le coût de la vie. Il n'y a qu'ainsi que le monde du travail se protégera contre l'appauvrissement qui résulte des politiques patronales et gouvernementales.

Les inquiétudes manifestées par Macron montrent que ceux qui veulent exprimer leur mécontentement ont raison. Mais c'est en se mobilisant sur leur propre terrain et avec leurs armes de classe que les travailleurs pourront faire prévaloir leurs intérêts. Ce combat-là, aucune organisation d'extrême droite ne pourra le récupérer. Pour se faire entendre, le monde du travail dispose d'une arme puissante, celle de la grève qui permet de bloquer l'économie et de frapper le patronat à son point sensible, son portefeuille. C'est la seule voie et la seule façon de se faire craindre du gouvernement.

Retraites complémentaires : des micro-miettes

Le 1er novembre, les retraites complémentaires des salariés et cadres du secteur privé ont été revalorisées du montant ridicule de 0,6 %.

Cette augmentation est l'application de l'accord du 30 octobre 2015 entre les partenaires sociaux, c'est-à-dire les organisations patronales et trois syndicats des salariés et cadres. La CGT et FO avaient refusé de signer, mais n'avaient pas la majorité.

Le prétexte était de pérenniser le système des retraites complémen-

taires puisque, chaque fois qu'on attaque un système, on prétend le pérenniser. Il avait été décidé qu'à chaque 1er novembre des années suivantes les retraites complémentaires des régimes Arrco (pour les salariés) et Agirc (pour les cadres) seraient revalorisées, mais de 1 % de moins que le taux officiel de l'inflation.

En 2016 et 2017, le taux officiel de l'inflation ayant été d'environ 1 %, les retraites complémentaires ont donc été gelées. En revanche en

2018, l'inflation (officielle) étant un peu plus forte et chiffrée à 1,6 %, il en est donc résulté une augmentation de $1,6\% - 1\% = 0,6\%$.

Ainsi, de façon scandaleuse, les retraités perdent au moins 1 % de pouvoir d'achat sur leurs retraites complémentaires.

Les mesures que le gouvernement prétend prendre en faveur du pouvoir d'achat ne sont que des discours. Les retraites, comme les salaires et les allocations, doivent augmenter en même temps que les prix.

Carburants : la recherche d'un éteignoir

Devant la réalité et la profondeur de la colère à propos des prix des carburants, Macron s'est senti obligé de faire quelques annonces, comme augmenter la prime énergie et étendre le chèque essence déjà pratiqué dans les Hauts-de-France.

De son côté, le président de la Région, Didier Robert a annoncé l'octroi d'une aide de 100 euros à 100 000 foyers réunionnaises.

Ces mesures ne vont pas très loin. La prime énergie ne permet pas aux 3,7 millions de foyers qui la touchent de se chauffer correctement, et la région Hauts-de-France verse 100 euros par mois aux salariés touchant moins de deux fois le smic, habitant à plus de trente kilomètres de leur lieu de travail et n'ayant d'autre solution pour s'y rendre que la voiture particulière. Cela concerne 43 000 personnes, dans une région où il y a 1,4 million de salariés actifs. L'aide de la Région, quant à elle, sera versée aux demandeurs d'emploi, les étudiants, les salariés et les retraités gagnant moins que 1,2 smic...en une fois seulement.

Il reste que, par rapport aux attitudes bravaches de ses ministres injuriant les salariés qui utilisent leur

automobile, le président a marqué un recul. Il est vrai que la protestation contre la hausse des prix de l'énergie semble s'approfondir. Les partis de droite et d'extrême droite ont également enfourché ce cheval. Pour eux, s'apitoyer sur le sort des petites gens lorsqu'on est dans l'opposition est aussi naturel que les étrangler lorsqu'on parvient aux affaires. De plus, en se plaçant exclusivement sur le terrain des taxes, des primes et des mesures gouvernementales, ils évitent soigneusement de parler du coût de la vie en général et des salaires.

Pour faire face aux taxes sur les

carburants, à la TVA comme à toutes les hausses de prix, pour vivre, les travailleurs n'ont que leur salaire, leur allocation ou leur pension. Ils n'ont d'autre solution que de se battre pour leurs propres revendications de salaire, avec leurs propres armes de salariés.

C'est peut-être devant cette perspective, la transformation d'une colère de consommateurs en mouvement de travailleurs salariés, que Macron commence à en rabattre. Raison de plus pour aller dans ce sens.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 24 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 1ER DÉCEMBRE de 9H00 à 10H30

MARCHÉ DE SAINT- ANDRÉ
VENDREDI 14 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 16 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00

Pollution : taxer les vrais responsables !

À propos de la hausse des carburants, le président et le Premier ministre répètent à l'envi qu'il n'y a pas d'autre choix possible, si l'on veut répondre au dérèglement climatique.

Pour eux, les responsables du réchauffement de la planète seraient les automobilistes, et plus spécialement ceux situés au bas de l'échelle sociale, qui n'ont pas les moyens de s'offrir des voitures électriques ou des engins neufs moins polluants. Ben voyons ! Il est tellement facile d'incriminer les travailleurs et de vouloir leur faire honte, afin de les inciter à payer sans protester ! Ces hommes politiques, qui se présentent comme des dirigeants éclairés, ne voient-ils donc pas les fumées d'usines polluantes contre lesquelles ils ne font rien, les énormes pétroliers, porte-conteneurs ou bateaux de croisière qu'ils laissent libres de souiller la mer, les transports routiers qui engorgent les routes et empoisonnent l'air, y compris les « cars Macron » qui, selon leur promoteur, seraient l'avenir du transport pour les moins riches ?

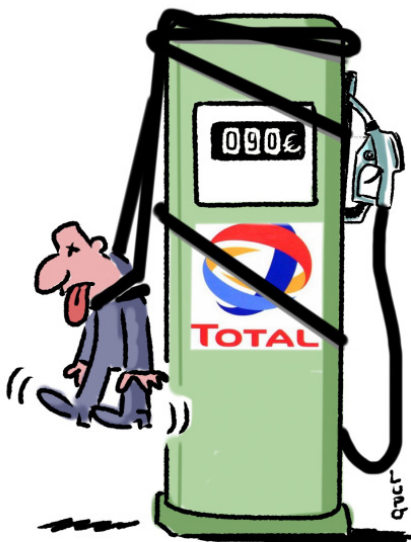


Pour parfaire la mauvaise foi et l'hypocrisie, Macron a osé déclarer qu'il préférerait « la taxation du carburant à la taxation du travail ». Mais qui sont les plus taxés, sinon une majorité de salariés qui n'ont pas d'autre choix que d'emprunter leur véhicule pour se rendre à leur travail, surtout en province et en milieu rural où, de plus, un couple a bien souvent besoin

de deux voitures.

Oui, la pollution augmente et à terme la planète est en péril, surtout si on laisse l'économie entre les mains des capitalistes qui ne raisonnent qu'en fonction de leurs profits. Mais tout cela n'est pas le fait des travailleurs à qui on fait la morale.

Prix des carburants : réagir sur un terrain de classe



Au sujet de l'appel à bloquer le pays le 17 novembre pour protester contre la hausse des taxes sur les carburants, la CGT a publié le 29 octobre un communiqué intitulé « *Entre exaspération et instrumentalisation* »

qui met en garde contre une manipulation par l'extrême droite et une récupération par les patrons du transport.

Comme le constate la CGT, des partis d'extrême droite essayent de surfer sur la colère et le patronat des sociétés de transports espère bien en profiter du mouvement pour obtenir quelques exonérations de plus. Mais la CGT demande, pour les revendications sur les salaires et les pensions qui sont justes, l'ouverture des « négociations salariales » dans « le cadre de notre modèle social et républicain » comme si l'insuffisance des salaires face à l'augmentation des prix de l'énergie, des loyers, etc., était due à l'insuffisance du prétendu dialogue social, alors que le patronat se croit tout permis pour s'attaquer au monde du travail et que le gouvernement est à sa botte.

Que des militants ouvriers n'aient pas envie de se mobiliser pour que les patrons du transport tirent les marrons du feu, ou pour que l'extrême droite fasse sa publicité, est juste. Mais ce n'est pas une raison pour désertier le terrain de la contestation de la politique du gouvernement. Si les travailleurs ne se font pas entendre avec leurs revendications et leurs propres modes d'action, en particulier la grève, d'autres seront sur le devant de la scène. Et il est possible, si les patrons routiers font reculer le pouvoir sur les taxes, que cela se retourne même contre les travailleurs.

Pour ne pas laisser faire ces forces hostiles au monde du travail, il faut proposer aux travailleurs de se mobiliser sur leur terrain.

Compagnies pétrolières : au bonheur des actionnaires

Au vu des résultats trimestriels publiés ces jours-ci par les plus grandes compagnies pétrolières, les Majors, comme on les appelle, affichent des profits en forte augmentation, les plus importants depuis quatre ans.

L'américain Exxon Mobil, numéro un mondial, a enregistré un bénéfice net trimestriel en hausse de 57 %, à 6,24 milliards de dollars, malgré une diminution de sa production, qui devrait être la plus basse depuis 1999. Sur la même période, les profits de la société anglo-néerlandaise Royal Dutch Shell ont augmenté de 40 %, atteignant 5,6 milliards de dollars. Se situant autour de 4

milliards de dollars, ceux de Chevron et BP ont été multipliés par deux, et ceux de Total ont augmenté de 48 % sur un an.

Le niveau élevé des cours du pétrole n'est pas la seule explication à cette envolée des profits. Pour transformer l'or noir en or jaune sonnante et trébuchante, ces compagnies ont appliqué ces dernières années les mêmes recettes qui ont cours dans toute l'économie capitaliste, en réduisant leurs investissements productifs, en fermant des raffineries et en supprimant des milliers de postes.

Ces sociétés, parmi les plus riches du monde, ont aussi annoncé qu'elles allaient continuer à faire profiter

leurs actionnaires de ce cash généré par l'exploitation du pétrole et des travailleurs qu'elles emploient. Les méthodes peuvent varier : certaines, comme Exxon Mobil, vont augmenter le montant des dividendes ; d'autres, comme Shell, Chevron et Total, vont consacrer des milliards de dollars à racheter leurs propres actions pour en faire monter le cours en Bourse.

À chaque fois qu'ils vont remplir leur réservoir à une station-service, les automobilistes peuvent avoir une pensée pour ces actionnaires qui, eux, font le plein des profits.

Fonction publique à La Réunion : toujours autant de précarité et des suppressions d'emplois en plus !

La Réunion est le département français qui compte le plus de contractuels dans la Fonction Publique. 70 % de ses effectifs sont dans cette situation alors que le pourcentage de contractuels dans les autres départements, y compris ceux d'Outre-Mer, tourne en moyenne autour de seulement 20 %.

Ce sont donc des milliers de travailleuses et de travailleurs qui, toute leur vie, doivent se contenter de bas salaires et ne bénéficient pas de sécurité de l'emploi. Ils se retrouvent ainsi à la merci des dirigeants des collectivités et de leurs chefs qui exercent sur eux chantage à l'emploi et pressions pour « bien voter » en période électorale.

Une loi dite Sauvadet, datant du 12 mars 2012, a bien été promulguée pour permettre aux contractuels d'accéder à la titularisation au bout d'un certain nombre d'années d'ancienneté. Mais elle a souvent été contournée par l'administration et ne concernait de toute façon qu'une minorité d'employés de la Fonction Publique qui ont dû se mobiliser à maintes reprises pour la faire appliquer.

Mais aujourd'hui la décision du



gouvernement Philippe/Macron a pour conséquence de réduire à néant ces quelques avancées. En effet le gouvernement actuel a décidé de supprimer 120 000 emplois de fonctionnaires pendant la durée du quinquennat et de remplacer les fonctionnaires sur le départ par des contrats privés, de plus, limités à 5, 10 ou 15 ans.

Philippe et Macron veulent en finir avec le fonctionariat pour privatiser des pans entiers des tâches

assurées jusqu'à présent par la Fonction Publique. Les économies escomptées iront directement dans les caisses du patronat sous forme de subventions ou de marchés. Et la note sera payée par les contractuels déjà mal lotis et la population laborieuse qui voient les services publics se réduire comme peau de chagrin.

Seule une mobilisation générale des travailleurs pourra empêcher le gouvernement d'aller plus loin.

L'amiante est un poison, le capitalisme aussi !

70 000 logements sociaux seraient amiantés à La Réunion. Plusieurs dizaines d'écoles aussi, des hôpitaux et autres édifices publics seraient porteurs de ce produit cancérogène. L'inhalation de ses fibres est générateur de cancer des poumons (abestose).

Ce produit a été massivement utilisé dans la constructions et la déconstruction d'usines, d'immeubles et de maisons individuelles, mais aussi pour le calorifugeage des tuyauteries et les joints d'étanchéité. Ce sont donc avant tout les ouvriers du bâtiment qui sont les plus exposés, mais aussi ceux qui habitent ces habitations polluées, les élèves et étudiants.

Il est connu pour sa toxicité depuis les années 1930, mais ne sera interdit en France qu'en 1997. La lutte menée par les associations de victimes de l'amiante a obligé l'État à prendre un certain nombre de mesures de protection, et interdire l'utilisation de ce produit, mais les industriels pollueurs ont réussi à plusieurs reprises à casser les jugements favorables aux malades de l'abestose en utilisant toutes les entourloupes possibles pour échapper à la loi et aux réparations financières.

À La Réunion, la mise en sécurité ou la destruction des habitations amiantées se fait au ralenti car seule une demi douzaine d'entreprises du bâtiment étaient jusqu'alors habili-

tées à intervenir sur ces installations. Deux ont perdu leur habilitation faute de garanties suffisantes. Même l'évacuation des débris ralentit les opérations puisque l'île est dépourvue d'usine de traitement de ces déchets toxiques. Elle dépend des capacités de réception de la seule usine en France ayant qualité pour le faire (le site Inertam de Morcenx, dans les Landes) ! C'est dire si les dirigeants de la société actuelle sont soucieux de la santé publique !

Dans le système capitaliste, tout est fait pour protéger les capitalistes et leurs profits... même quand ces derniers ont été réalisés au prix de la vie de milliers de travailleurs.

Commémoration du 11 novembre : une mascarade organisée par Macron

Macron a reçu soixante dix chefs d'États et autres dirigeants d'organisations internationales pour commémorer le centenaire de la fin de la première guerre mondiale survenue le 11 novembre 2018.

Cette guerre qui avait vu s'affronter la France et l'Allemagne, mais derrière l'une ou l'autre, tous les États européens ainsi que les États-Unis et le Canada, avait entraîné dans la tuerie généralisée quasiment toute la planète.

La première guerre mondiale fit 20 millions de morts, une saignée sans précédent parmi les hommes en âge de travailler, ainsi que des millions de blessés, d'estropiés à vie. Elle entraîna aussi dans la tourmente les hommes des colonies françaises d'Afrique et d'Extrême Orient à des milliers de kilomètres de chez eux, et aussi des hommes originaires des Antilles et de La Réunion.

14 000 Réunionnais prirent ainsi la direction de la France. 4000 restèrent stationnés à Madagascar pour y rétablir l'ordre colonial et mater les Malgaches qui ne le supportaient

plus.

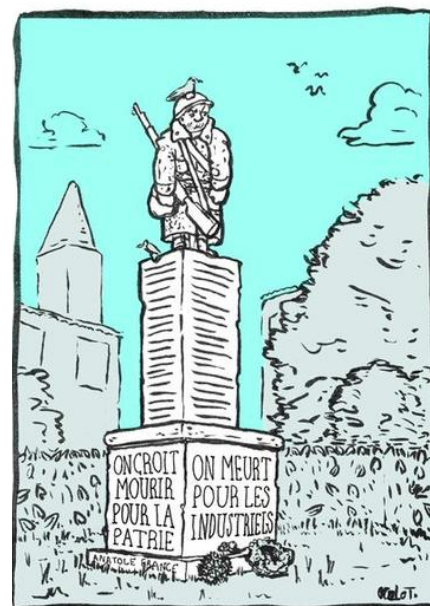
Sur la totalité, 1300 ne revinrent jamais, morts sur les champs de bataille du Nord et de l'Est de la France, mais aussi des Dardanelles (Turquie) où les impérialistes français et anglais s'apprêtaient à faire main basse sur des pans de l'empire ottoman en décomposition.

Cette guerre n'avait rien de glorieux. Elle mettait aux prises les différentes puissances impérialistes qui voulaient se repartager le monde. Ce sont les peuples qui ont payé ces aventures guerrières dans leurs chairs et pour défendre les intérêts des patrons français, allemands, anglais, russes ou italiens.

Macron se présente aujourd'hui en partisan de la paix face à la montée des nationalismes. Mais il n'y peut rien, car il défend les intérêts de la bourgeoisie française contre leurs concurrents étrangers, mais surtout en menant une guerre permanente contre les travailleurs de France et des DOM et aussi contre tous les peuples, lui qui passe le plus clair de son temps à trouver des acheteurs pour les mar-

chands de canons français en Arabie saoudite, en Égypte ou auprès des dictateurs africains.

En fait de pacifiste, Macron n'est que le garant de la « paix sociale » tant que les capitalistes peuvent réaliser leurs profits « en paix », mais en s'armant jusqu'aux dents pour le jour où les exploités décideront de s'en prendre aux intérêts des gens de sa classe, la bourgeoisie.



Quand le PCR ambitionne d'être la meilleure béquille des capitalistes réunionnais

Il ne se passe désormais pas de semaine sans que soient réitérés, sur le site Témoignages, les conseils du PCR pour un capitalisme réunionnais plus vigoureux.

Cela fait plusieurs années que, face au mal chronique du chômage, loin d'en imputer la responsabilité au capitalisme naturellement assoiffé de profits immédiats, le PCR s'ingénie à magnifier les vertus supposées d'un capitalisme réunionnais.

Mais de quoi parle-t-on ? Le fait que les centres de décision s'éloignent de l'île lors de la prise de contrôle d'entreprises locales par des groupes plus puissants et dont le siège est situé en dehors de l'île peut sembler être préjudiciable aux intérêts des travailleurs de La Réunion. Mais seraient-ils moins exploités si, en toute hypothèse, c'étaient des patrons réunionnais de souche qui dirigeaient les entreprises ?

Le PCR a dénoncé le fait que les usines sucrières soient rachetées par le groupe français Tereos en expliquant que les « Réunionnais » se trouvaient dépossédés du capital qu'ils avaient contribué à édifier. Qui est « dépossédé » ? Les riches propriétaires créoles de ces usines qui, après avoir exploité sans vergogne des milliers d'ouvriers agricoles et d'usines pendant des générations ont pu s'enrichir encore en vendant le fruit de cette exploitation ? Les exploités n'ont jamais leur place à la table du casino capitaliste. Pour ne pas être dépossédés c'est précisément au renversement de ce système qu'ils doivent se préparer.

Le PCR, use d'un crédit populaire acquis dans des luttes menées dans le passé contre l'arrogance de l'État colonial, pour mettre les intérêts fondamentaux des travailleurs à la remorque de ceux de leurs ennemis.

Dans son journal quotidien Témoignages (qui a cessé de paraître sous format papier et n'est donc plus vendu de façon militante), le PCR cite d'autres exemples pour étayer son raisonnement, ses choix politiques et ses conclusions.

Dans son édition du 10 septembre 2018, il évoque la lutte des 62 ouvriers de l'entreprise Bourbon Bois menacés de licenciement par la maison mère de l'entreprise, le Groupe Le Villain, située en Guadeloupe qui a prétexté la suppression de l'APL-accession par le gouvernement actuel pour arrêter son activité à La Réunion, alors que ses carnets de commande sont pleins.

Il rappelle que ce cas n'est pas un cas isolé, mais fait suite à la fermeture de la SIB, filiale du groupe Palmolive, qui a fermé son usine au Port, laissant sur le carreau plusieurs dizaines d'ouvriers, non pas parce qu'elle ne faisait pas de profits, mais n'en faisait pas assez au goût de la direction américaine du groupe.

Il cite encore un autre cas récent, celui de la fermeture de l'atelier huisserie d'Arcelor Mittal dans la même ville avec à la clé 29 ouvriers licenciés, expliquant que ces entreprises étaient viables, mais que les groupes qui les possèdent ont des centres d'intérêt qui ne sont pas ceux de La Réunion et que c'est donc sans état d'âme qu'ils peuvent les fermer.

Le PCR ne s'arrête pas là. Il en est arrivé à prendre la défense du capitaliste Apavou, une des 500 premières fortunes de France, propriétaire d'un parc immobilier de 2500 logements locatifs et de nombreux hôtels à La Réunion et à Maurice, en devant cependant des dizaines de millions d'euros aux caisses d'assurances sociales et aux banques.

Condamné par le tribunal de

commerce de Saint-Denis à rembourser ses dettes sociales, il a dû se défaire d'une dizaine de ses entreprises qui ont été liquidées.

Le PCR craignait, lui, qu'elles soient vendues à un groupe extérieur, la CDC (Caisse des Dépôts et Consignation – Habitat), faisant le constat que « *par ailleurs, la fin des activités immobilières du Groupe Apavou illustre une nouvelle fois l'absence d'un capitalisme réunionnais de résistance. Au cours de ces dernières décennies, des pans entiers de notre économie sont passés sous le contrôle de groupes extérieurs. Cela résulte de la difficulté pour le capitalisme Réunionnais de résistance de s'organiser pour préserver les intérêts de ceux qui lui ont permis d'exister* » et regrettant le 27 août 2018, sous la plume de son éditorialiste, Ary Yee Chong Tchi Kan, que la justice « *s'acharne sur les derniers des Mohicans* » au lieu de savoir qui possède quoi à La Réunion » !

Faisant l'impasse sur les moyens dont les Apavou et consorts ont réussi à construire leurs fortunes (exploitation éhontée de leurs salariés et détournement de leur salaire différé, aides étatiques et régionales en tout genre), le PCR se précipite au secours des capitalistes réunionnais dont les intérêts se confondraient, on ne sait par quel miracle, avec ceux des travailleurs qu'ils exploitent.

Il dessine même une politique pour la classe dominante réunionnaise qui serait de saisir « *la chance de se situer dans une des régions du monde les plus dynamiques sur le plan démographique et forte de richesses inexploitées* », signalant au passage aux capitalistes réunionnais que la Chine et l'Inde ont compris l'importance stratégique d'accompagner le

suite page 8

développement de cette partie du monde. Cela remet en question les relations issues de la colonisation et de nouvelles relations commerciales qui sont en train d'être discutées et qui, selon le PCR, « *permettraient aux Réunionnais d'aller vers le plein emploi* » ! (Témoignages du 22 septembre 2018)

Le PCR occulte d'un seul élan ce qu'ouvrières et ouvriers travaillant pour les groupes chinois dans les zones franches mauriciennes ou malgaches endurent pour engraisser les groupes capitalistes, y compris ceux d'Inde et de Chine. On voit comment les préoccupations de ce parti n'ont plus rien à voir avec la défense des intérêts du prolétariat de La Réunion et d'ailleurs, auxquels ils ont carrément tourné le dos.

Dans l'édition du 22 septembre 2018, le PCR illustre cela quand il s'apitoie sur le sort des patrons du BTP qui « *craignent des changements dans le régime d'exonérations fiscales et*

sociales... et sont dans l'incapacité de savoir quelle sera la masse salariale l'an prochain ». On en pleurerait presque !

Il cite en exemple l'initiative prise par le syndicat patronal du BTP et les leaders syndicaux de ce secteur d'activité de manifester au coude à coude dans la rue pour que l'État français maintienne ses aides et commandes aux entreprises du BTP... bien sûr au nom de la défense de l'emploi !

Le patronat qui jubile de pouvoir utiliser des syndicats ouvriers pour faire valoir ses prétentions. En guise de remerciement, il propose royalement zéro euro d'augmentation d'entrée aux dernières Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) alors qu'il se fait un fric fou à l'occasion de la réalisation de chantiers titanesques telle que la Nouvelle Route du Littoral (commande publique de 2 milliards d'euros) !

Lors de sa campagne à l'élection partielle de septembre 2018, le candidat PCR, Gilles Leperlier, s'est carrément prononcé

« *pour la transformation de La Réunion en Zone France Globale ce qui, selon lui, permettrait de créer de nouvelles activités et donc de l'emploi* ».

Ainsi donc, sous prétexte de défendre l'emploi à La Réunion, le PCR n'envisage pas d'autre moyen que de subventionner le patronat. Il y rajoute une touche nationaliste en précisant qu'il s'agit d'aider le patronat réunionnais.

Mais à la sauce réunionnaise ou pas, l'exploitation reste un plat indigeste pour les travailleurs de l'île qui ne comptent pas les heures supplémentaires, les primes, voire les mois de salaires et les congés annuels impayés ! Or, c'est bien contre cela qu'ils doivent combattre quotidiennement.

Le PCR, lui, leur demande de se ranger derrière les intérêts de la bourgeoisie réunionnaise et donc d'accepter leur exploitation au nom d'une fantasmée « Union des Réunionnais », qui n'est qu'un leurre, un piège pour les travailleurs.

Les prédateurs aux manettes



Didier Robert, le président de la Région Réunion, cumule les responsabilités. Il a ainsi été nommé

président directeur général de la Société Publique Locale (SPL) des musées régionaux en janvier 2016.

Cette SPL cumulait les déficits : 128 000 € en 2016 et 400 000 € en 2017. Didier Robert renonçait alors, grand seigneur, à toute rémunération à la tête de cet organisme, sa rémunération de président de région lui permettant de voir venir...

L'an passé il procédait au licenciement de 9 employés au sein de cette structure afin, disait-il, de rétablir son équilibre budgétaire... mais doublait en même temps le salaire d'une cadre proche de lui, le faisant passer de 5400 € à 10 300 €, permettant à celle-ci de bénéficier d'une majoration inespérée de son indemnité de licenciement.

Aux dires de son président, les comptes de la SPL auraient retrouvé des couleurs cette année, ils afficheraient même un confortable bénéfice. On aurait pu s'attendre à ce que son si désintéressé président réintègre les 9 employés privés d'emplois.

Que non ! Didier Robert s'est empressé de se faire voter le 3 juillet dernier une rémunération mensuelle de 6800 € portant ainsi ses revenus mensuels, aux dires du Quotidien du 9 novembre 2018, à 14 100 € mensuels, l'équivalent de ceux du président de la République.

Didier Robert sert le patronat, mais n'oublie pas de se servir au passage en piochant dans les caisses publiques !

De l'argent pour les personnes handicapées !

Mercredi 7 novembre plusieurs parents d'enfants handicapés sont venus manifester devant la préfecture pour dénoncer l'abandon dont sont victimes leurs enfants de la part de l'État.

En effet, malgré les discours de Macron annonçant la mise en place d'un plan de mesures en faveur des handicapés, on constate aujourd'hui que seuls 20 % des élèves en situation de handicap sont accompagnés et que 20 000 ne sont pas scolarisés au niveau national !

Quand ils le sont, ce sont par des Accompagnants d'Élèves en Situation de Handicap (AESH), mais ces aides sont en nombre notoirement insuffisant et n'ont, dans bien des cas, pas eu droit aux formations nécessaires pour assumer les tâches particulières pour venir en aide aux enfants porteurs de handicap. De plus ils sont embauchés sous contrats précaires et insuffisamment payés. Tout cela fait que nombre de parents se retrouvent à s'occuper seuls de leurs enfants et qu'ils y laissent bien souvent eux-mêmes leur propre santé.

Le gouvernement n'est pas « handicapé » quand il s'agit d'arroser le patronat à fonds perdus, mais il compte ses sous pour ceux qui en ont le plus besoin, au nombre desquels se trouvent les personnes handicapées. Il faut que cela change !



DANS LES ENTREPRISES

GIHP

Handicap : le bla-bla du gouvernement

Les salariés du GIHP (Groupement pour l'insertion des personnes handicapées) de Saint-Denis sont entrés en grève mercredi 7 novembre 2018 pour protester contre leurs salaires trop bas, leurs conditions de travail, et des "licenciements abusifs". Un gréviste témoignant que « Nous subissons un harcèlement moral, nous ne pouvons rien faire, rien dire. Nos bus sont vétustes, magouillés ! Si nous parlons nous sommes licencié pour des motifs bidons ! Nos contrats sont des CDI à temps partiel modulé à 67 heures... 600 euros par mois. Les heures supplémentaires ne sont pas payées! On travaille toute l'année, sans congé », poursuivant en disant qu'« une trentaine de personnes ont été licenciées sur des motifs plus que douteux et qu'il faisait partie d'un lot de trois. » (Imaz Press Réunion du 7 novembre 2018).

Ces salariés avaient déjà fait grève en novembre 2017 pour exiger le paiement de leurs heures supplémentaires et protester contre le harcèlement dont ils étaient victimes de la part de leur directeur. Un salarié exaspéré avait même menacé de se suicider sur son lieu de travail.

Début 2018, plusieurs travailleurs handicapés découvraient, sans en avoir été informés par la direction du GIHP que les transports mis à disposition par le Département pour se rendre à leur travail leur étaient retirés. Le Conseil général avait en effet décidé de réduire son financement annuel au GIHP de 500 000 € à 160 000 €.

Mesures violentes et inhumaines contre les handicapés, mais aussi contre les travailleurs qui s'en occupent, voilà tout ce dont sont capables les dirigeants de la société capitaliste. Lamentable !

HOMIA TROIS MARES

Grève pour les salaires impayés depuis des mois

La vingtaine d'ouvriers de l'entreprise de construction de cases Homia à Trois Mares sont en grève depuis quatre semaines. Ils ne sont pas payés depuis juin de cette année et leur patron est injoignable ! Plusieurs dizaines de clients se retrouvent aussi en grande difficulté, car, bien qu'ayant versé des dizaines de milliers d'euros d'arrhes, leurs chantiers n'avancent plus et ils craignent de ne plus pouvoir remettre la main sur leur argent et de devoir faire une croix sur le logement espéré.

Les tribunaux et l'État que l'on voit se mobiliser illico quand il s'agit des intérêts du patronat, sont aux abonnés absents quand il s'agit des travailleurs et des petits propriétaires.

Les ouvriers d'Homia, sans salaires depuis des mois, ont été rejoints sur leur piquet de grève installé devant les portes de l'entreprise par des clients lésés. C'est en effet ainsi, par la solidarité, que ces derniers ont une chance de se faire entendre et d'obtenir justice.

Chauffeurs de la ligne 2 en colère

Suite à la décision du Département de supprimer en début d'année la desserte de Bellevue à Bras Panon, les habitants de cet écart avaient manifesté pour exiger que les bus de la Sem Estival reprennent leurs rotations dans leur quartier. Ils ont obtenu satisfaction en octobre.

Mais à présent, ce sont les chauffeurs d'Estival qui travaillent sur cette ligne 2 qui ont droit à subir des cadences de travail impossibles.

Ils travaillent ainsi sans discontinuer de 5 heures 40 à 12 heures 45 sans pouvoir prendre de pause tant les horaires d'arrivée et de départ aux stations sont resserrés. La direction d'Estival a sans doute calculé qu'en agissant de la sorte, elle réduirait au maximum le nombre de chauffeurs nécessaires pour assurer le ramassage des usagers sur cette ligne.

Mais c'était sans compter sur le mécontentement des chauffeurs qui se sont rendus à la direction pour

exiger des chauffeurs en plus et ils ont fait savoir qu'ils refusaient de lui « servir de cobayes ! »



DANS LE MONDE

IRAN

Trump veut asphyxier le pays

Le 5 novembre, le gouvernement américain a actionné la deuxième phase de l'embargo contre l'Iran, interdisant à tous les pays d'importer le pétrole iranien et de se connecter à son réseau bancaire, sous peine de sanctions. Au dernier moment seulement, l'administration Trump a accordé des dérogations à huit pays, dont la Chine, la Turquie et l'Inde, principaux importateurs depuis l'Iran.

La politique de Trump vis-à-vis de l'Iran vise plusieurs cibles. L'objectif des sanctions est d'abord d'asphyxier économiquement le pays, pour affaiblir le régime des mollahs, peser sur sa politique étrangère, lui imposer de ne plus intervenir militairement au

Moyen-Orient, en particulier en Syrie et au Liban. Sous Trump plus encore que sous Obama, l'administration américaine privilégie le soutien à l'Arabie saoudite, en guerre presque ouverte avec l'Iran.

Les sanctions sont aussi une arme contre tous les concurrents des capitalistes américains. Pour les éviter, de nombreuses firmes européennes, dont Renault, Total, Air France ou British Airways, ont annoncé leur retrait du marché iranien, pourtant lucratif. Elles ont été échaudées par des sanctions précédentes.

Les États européens ont beau affirmer vouloir maintenir l'accord sur le nucléaire iranien signé en 2015 et dénoncer les sanctions américaines,

ils se sont montrés incapables de mettre en place un système alternatif au dollar pour continuer à faire du commerce en Iran. En accordant des dérogations provisoires aux pays de son choix et pour une durée inconnue, Trump utilise le pétrole iranien comme monnaie d'échange dans ses tractations commerciales et politiques avec la Chine, la Turquie ou autres. Trump montre ainsi ses muscles non seulement aux mollahs iraniens mais à tous les dirigeants politiques de la planète.

Il reste que les sanctions américaines et leurs conséquences frappent de plein fouet la population iranienne, et pas les dignitaires du régime.

Après les élections de mi-mandat

Les élections de mi-mandat aux Etats-Unis, qui ont eu lieu le 6 novembre, ont été marquées par une plus forte participation que d'habitude. Même si Trump n'était pas en lice, il a sans doute polarisé le scrutin, transformé en quelque sorte en référendum sur sa personne. Avec ces élections de mi-mandat, les démocrates espéraient se refaire une santé en se présentant comme l'alternative à Trump. Ils n'y parviennent qu'à moitié. Ils l'emportent à la Chambre des représentants, que les républicains contrôlaient, et qui était entièrement soumise à réélection. En revanche, au Sénat, où les démocrates avaient perdu la majorité il y a quatre ans, et dont seul un tiers était renouvelé, ils restent minoritaires.

Les résultats du scrutin montrent que la base électorale de Trump lui est, dans l'ensemble, restée fidèle, les

plus réactionnaires, évangélistes, anti-IVG étant particulièrement mobilisés.

L'électorat démocrate semble également s'être mobilisé, en particulier au profit de candidats marqués « à gauche », voire se disant « socialistes », dans la lignée de Bernie Sanders. Derrière ce mot, ils proposent surtout de mettre plus d'argent public dans l'éducation, la santé ou les infrastructures (routes, ponts...), souvent très dégradées aux États-Unis. Une évolution qui montre le dégoût de nombreux travailleurs vis-à-vis de la politique des deux grands partis, entièrement dévoués aux milieux d'affaires.

Les résultats de ce scrutin risquent de ne pas changer grand-chose à la politique qui sera menée par l'administration Trump. Depuis 2016, le Congrès a déjà bloqué les

mesures que Trump avait promises, et dont la bourgeoisie américaine ne veut pas. En revanche, le climat entretenu par les saillies nationalistes, xénophobes, antimigrants et autres insanités réactionnaires de Trump contribue à diviser les travailleurs américains. Pendant la campagne, Trump a tout fait pour placer l'immigration au cœur du scrutin. La démagogie antimigrants et anti-Noirs de Trump n'est pas sans effet. Dans les derniers jours de la campagne, les meurtres racistes se sont multipliés.

Comme l'a montré cette campagne électorale, c'est sans doute là le plus lourd bilan de ces deux années de présidence Trump : en cultivant le racisme et la xénophobie sans aucun scrupule, il favorise la haine et la division entre travailleurs américains.

Les résultats du Working Class Party

Le Parti de la classe ouvrière, le Working Class Party, soutenu par les militants de groupe trotskyste The Spark (L'étincelle), présentait onze candidats dans le Michigan, un État industriel du Midwest.

Cinq candidats étaient en lice pour la Chambre des représentants, au Congrès fédéral. Dans la circonscription qui compte notamment la ville de Flint, marquée ces dernières années par le scandale de l'eau contaminée au plomb, Kathy Goodwin obtient 12 645 voix (4,57 %). Dans les circonscriptions qui recoupent l'agglomération de Detroit, la grande ville de l'État, nos quatre autres camarades ont obtenu de 1,8% à 11,35% (21 978 voix) pour Sam Johnson, ouvrier de l'automobile, auteur du livre *Toute ma vie j'ai lutté*.

Mary Anne Hering et Logan R. Smith étaient en lice pour le Conseil à l'éducation de l'État, un scrutin à l'échelle de tout le Michigan. Ils obtiendraient respectivement au moins 106 000 voix (1,75 %) et 77 000 voix (1,27 %).

Enfin, quatre candidats se présentaient au Sénat du Michigan, obtenant entre 1,2 et 4,35%.

Quoi qu'il arrive, ces résultats permettront au Working Class Party de garder son statut de parti aux termes de la loi du Michigan, sans

devoir faire une nouvelle campagne de signatures. Ils montrent qu'il existe, au moins parmi les travailleurs du Michigan, un courant, certes minoritaire, se reconnaissant dans l'idée de l'indépendance politique de la classe ouvrière.



Nos camarades trotskystes américains candidats du « Working class party » aux élections de mi-mandat à Washington et dans le Michigan

Arrière plan : Gary Walkowicz, Sam Johnson, Mary Anne Hering, Logan Smith, Louis Palus, Andrea Kirby. Premier plan : Thomas Repasky, Larry Betts, Philip Kolody, Kathy Goodwin, Hali McEachern.

Après le référendum



En Nouvelle-Calédonie, les Kanaks ont été méthodiquement rendus minoritaires par la politique de la France, au point qu'ils ne représentent aujourd'hui que 39% de la population. On ne pouvait donc que s'attendre à un rejet de l'indépendance lors du référendum du 4 novembre. Mais si ce rejet l'a emporté à 56,4%, c'est en fait bien moins que ce que gouvernement français et Caldoches attendaient.

Avec ce résultat, les dirigeants français chercheront malgré tout à dire que les Calédoniens ayant voté majoritairement pour rester au sein de l'État français, il n'y a plus lieu de parler de colonialisme. Les Kanaks n'auraient plus qu'à accepter ce que l'État français et les Caldoches voudront bien leur laisser. Mais la propagande déployée depuis des mois sur le « vivre ensemble », assortie de l'envoi de renforts de gendarmerie importants à la veille du référendum, montrent combien les pouvoirs conti-

nent de craindre la révolte kanake.

L'impérialisme français a aussi tiré profit de l'attitude des partis nationalistes kanaks, qui d'ailleurs assuraient ne pas vouloir d'une rupture avec la France. La négociation sur l'établissement des listes électorales a eu beau restreindre le corps électoral pour le référendum aux habitants présents dans les îles avant 1994, il était évident que les Kanaks restaient minoritaires et que le résultat serait défavorable à l'indépendance. L'enjeu pour les partis nationalistes kanaks n'était pas l'indépendance mais de faire le meilleur résultat possible pour renégocier avec l'État français leurs positions face à la droite calédonienne. De ce côté-là, ils pourront utiliser le 43,6 % du oui à l'indépendance.

Ces 43,6 % sont le fruit de la large mobilisation des Kanaks, en particulier des jeunes, qui ont exprimé sur la question de l'indépendance combien ils se sentent toujours oppri-

més, spoliés, méprisés dans la Nouvelle-Calédonie toujours colonisée. Alors si demain, une révolte de la jeunesse kanake contre le colonialisme et contre son maintien dans la pauvreté entraînerait l'ensemble des travailleurs, des nombreux chômeurs et de la population pauvre, une voie serait possible pour un réel changement. À condition que les plus pauvres se battent pour leurs intérêts et non dans le sillage d'une petite-bourgeoisie locale soucieuse avant tout de renforcer son pouvoir, y compris en accord avec la puissance coloniale.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT- BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale

Lutte ouvrière

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication

: Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282



flickr.com